

M. L'ORATEUR: Je n'ai entendu aucun député, sauf le représentant de Lambton, faire la déclaration dont on se plaint.

M. W. F. MACLEAN: Cet honorable député a entendu ce que je viens de dire, et s'il a quelque courage, il reconnaîtra que les insinuations qu'il a faites, en ma présence, n'ont aucun fondement et il les retirera. S'il n'en fait rien, je dis qu'il n'est pas digne de siéger en cette Chambre et de rester en la compagnie de gentlemen.

M. HERRON: J'espère que l'honorable député ne vise aucune de mes déclarations.

M. W. F. MACLEAN: Non, je veux dire l'honorable représentant de Souris (M. Schaffner).

M. HERRON: J'aimerais à dire quelques mots sur le sujet du projet de résolution actuellement sur le tapis. Le ministre des Finances me permettra-t-il de lui suggérer, maintenant qu'il a capitulé au profit du gouvernement des Etats-Unis, et tandis que les conventions tarifaires sont en délibération, de profiter de cette belle occasion pour obtenir quelque chose qui soit à l'avantage des cultivateurs de l'Ouest. Depuis des années on nous promet un régime douanier plus favorable en ce qui regarde les instruments d'agriculture, le blé, et certains autres produits agricoles. Je crois qu'il serait beaucoup plus avantageux pour notre pays de mettre les moissonneuses-lieuses sur la liste des articles admis en franchise, de préférence aux plumes, aux parfums, et autres marchandises dont on nous a entretenus ce soir. C'aurait été une magnifique occasion pour le Gouvernement de remplir quelques-unes des promesses faites par lui aux cultivateurs du Nord-Ouest il y a nombre d'années. On sait que dès avant 1896, le premier ministre et ses adhérents promirent que si on les mettait au pouvoir, ils décrèteraient l'admission en franchise des instruments d'agriculture.

Ce fut la déclaration catégorique faite, sinon par le premier ministre, du moins par des partisans du premier ministre qui ont été ministres depuis. C'aurait été une belle occasion d'insister pour obtenir la réciprocité en matière d'instruments d'agriculture, aussi bien qu'à l'égard du blé et d'autres céréales. Le représentant de Moosejaw (M. Knowles) a inscrit au feuilleton un projet de résolution en vue de l'abaissement des droits sur les instruments d'agriculture. Cet ordre a été inscrit au feuilleton dès le commencement de la session. D'abord, au pied de la liste il est arrivé graduellement en première ligne, puis on lui a fait redescendre la côte. Voilà que nous recommençons la série, et je crois qu'il va finir par être rayé du feuilleton. Il est évident que l'honorable député ne se propose pas d'en saisir la Chambre à la présente session. Il est temps, je pense, que nous fassions quelque chose pour les

M. W. F. MACLEAN.

cultivateurs de l'Ouest. Ce projet de résolution est ainsi conçu:

De l'avis de la Chambre, il y a lieu que le Gouvernement à une date prochaine mette sérieusement à l'étude l'opportunité de la réduction des droits de douane au Canada...

M. L'ORATEUR: Il est contraire au règlement de la Chambre de discuter un sujet inscrit au feuilleton.

M. HERRON: Veuillez m'excuser. Au reste, j'ai dit à peu près tout ce que je voulais dire sur le sujet pour le moment, et je regrette seulement que le ministre des Finances n'ait pu rien faire dans l'intérêt des cultivateurs au cours de ces négociations.

M. SPROULE: Le très honorable premier ministre a déclaré que la convention relative aux voies navigables limitrophes était ratifiée ou sur le point de l'être. Vou dra-t-on me dire s'il y a quelque correspondance ultérieure sur ce sujet, et aura-t-on l'obligeance de la déposer sur le bureau le plus tôt possible afin que la députation puisse en prendre connaissance.

Sir WILFRID LAURIER: Evidemment, l'honorable député (M. Sproule) n'a pas saisi mes paroles; j'ai déclaré que la correspondance serait déposée vendredi ou lundi.

M. J. D. REID: Je demande à dire quelques mots seulement sur cette question. J'ai été très amusé de voir qu'on entamait ces pourparlers. Je me rappelle que préalablement à 1896, le très honorable premier ministre (sir Wilfrid Laurier) et ses collègues déclarèrent qu'une fois portés au pouvoir, ils se rendraient à Washington et obtiendraient un traité; en somme, c'était le libre-échange qu'on devait établir entre les deux pays. Peu de temps après son arrivée aux affaires en 1896, le premier ministre se rendit en effet à Washington, et il sait quelle réception on lui fit. Il ne put rien obtenir.

Sir WILFRID LAURIER: Nous fûmes très bien reçus.

M. J. D. REID: Vous n'avez rien pu obtenir du tout et vous êtes revenu en disant que c'était le dernier voyage que le premier ministre ou un de ses ministres feraient à Washington.

L'hon. M. EMMERSON: Les châtaignes sont sur la liste des entrées en franchise et je crains que vous n'en profitiez.

M. J. D. REID: Elles ont été mises sur la liste des entrées en franchise par le premier ministre lors de ce voyage. Après un certain nombre d'années nous voyons que le premier ministre et le ministre des Finances retournent à Washington. Cette fois, le ministre des Finances dit qu'il a reçu une invitation du président, mais si nous lisons entre les lignes du "Globe" de